

TROIS  
QUESTIONS À  
ÉLOI LAURENT,  
ÉCONOMISTE

## POURQUOI COOPÉRER PLUTÔT QUE COLLABORER ?

# 1.

Le prix Nobel d'économie vient d'être attribué à William Nordhaus et Paul Romer pour des travaux qui visent à « conjuguer croissance durable à long terme de l'économie mondiale et bien-être de la planète ». Pour le spécialiste de l'économie écologique que vous êtes, est-ce une bonne nouvelle ?

Pas vraiment. Il est rare, c'est vrai, que l'Académie royale des sciences de Suède reconnaisse l'économie de l'environnement, mais la Fondation Nobel a fait un bricolage bizarre. En réalité, il n'y a pas d'intersection entre l'apport théorique de Paul Romer sur la croissance endogène et celui de William Nordhaus sur l'économie du changement climatique. Le message que semble ainsi vouloir faire passer l'Académie, c'est que la croissance est la solution à la crise climatique. Cela me paraît totalement erroné. La croissance ne résoudra pas la crise de la coopération que nous vivons actuellement, dont l'une des conséquences est la destruction aveugle de notre biosphère.

# 2.

Dans votre ouvrage « L'Impasse collaborative », vous opposez la collaboration et la coopération. Quelle est la différence entre ces deux comportements humains ?

La collaboration, c'est une association dictée par l'utilité qui vise l'efficacité. L'assemblage d'une voiture sur une chaîne de montage, par exemple, suppose la collaboration entre un certain nombre de techniciens, qui eux-mêmes exécutent les plans des ingénieurs : c'est un processus de division du travail tout à fait utile dans une économie. La coopération, en revanche, c'est un processus de partage et d'élaboration des connaissances communes.

Le cœur de la prospérité humaine, ce qui fait que notre espèce a réussi comme nulle autre à croître en nombre, en aptitudes, ne vient pas de la collaboration mais de la coopération, c'est-à-dire de notre capacité à agir ensemble pour résoudre nos problèmes et réaliser nos désirs, en construisant ensemble et en partageant le savoir.

En théorie, ces deux types d'association humaine peuvent être complémentaires. Mais, dans la réalité d'aujourd'hui, la collaboration dévore la coopération. C'est le cas à l'école, où le culte de l'évaluation enferme les élèves dans une logique de performance appauvrissante. C'est le cas dans le monde du travail, où les tâches collaboratives prennent une place croissante au détriment de la formation des salariés. C'est aussi le cas dans la puissance publique, dans la ville ou dans la recherche scientifique.

# 3.

La crise de la coopération que nous vivons, dites-vous, a trois visages : la solitude qui isole les personnes ; les « passagers clandestins » qui contournent les règles fiscales et sabotent la confiance ; et une crise temporelle due au développement conjoint du numérique et de la crise écologique. Pouvez-vous nous détailler ce que vous appelez cette « guerre contre le temps » ?

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un malaise temporel provenant de deux phénomènes conjoints : une accélération folle du présent due à la technologie numérique et l'obstruction de l'avenir par la menace climatique. Selon le tout dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, si nous n'agissons pas drastiquement pour réduire la consommation d'énergies fossiles, ce n'est plus à l'horizon de 2050 mais de 2030 que nous basculerons dans un monde incertain : au-delà de dix ans, nous ne savons plus si nous pourrions bénéficier d'écosystèmes capables de soutenir nos sociétés, nos économies, nos démocraties.

Or, ce malaise temporel entraîne une destruction supplémentaire de la coopération humaine. D'une part, parce que les loisirs numériques fragmentent la continuité sociale et phagocytent le temps que nous passions naguère à rêver ou à penser. D'autre part, parce qu'il ne peut y avoir de projet commun s'il n'y a plus d'horizon collectif : un contrat social, quel qu'il soit, suppose de pouvoir se projeter dans l'avenir.

Comment sortir du piège ? En opérant un retournement de l'imaginaire. En cessant de penser que l'écologie est le problème et le numérique la solution. C'est exactement le contraire. En atrophiant les relations sociales, en nous faisant vivre dans l'instantanéité permanente, le numérique constitue une entrave à la coopération comme quête de connaissances partagées. Si l'on veut mener la guerre pour le temps long, accélérer la transition écologique et retrouver des horizons au-delà de 2030, il faut donc décélérer la transition numérique. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE VINCENT

## DANS LES REVUES



### DÉAMBULATION CONTEMPORAINE PENSÉES BÂTARDES, HYBRIDES ET SUBVERSIVES

Petite dernière débarquée dans le paysage des périodiques, la cabotine et semestrielle revue *Matin* est « chromatique, bâtarde et sans collier ». Ouaf ? Chromatique, car ses numéros seront composés autour d'une gamme colorée chaque fois renouvelée, fil rouge d'une déambulation originale dans la société contemporaine. Le numéro zéro, *Matin brun*, égrène ainsi des articles éclectiques mais rassemblés par thématiques : dans « Matières », on aborde le bois du point de vue d'une superstitieuse et d'un charpentier-équarisseur, ou le shit de banlieue depuis le canapé de sa consommatrice. « Territoires » explore, entre autres, les liens étroits entre le marronnage, cette fuite des esclaves assimilés à des animaux domestiques « marrons », et les forêts, refuges ancestraux, que l'on déboise à l'envi pour mater les révoltes ; ou la spécificité du « Brun » comme catégorie sociale face au « Noir » et au « Blanc ». Dans « Aux aguets, aux abois », on traque les glissements symboliques et politiques du bleu ou du rouge vers le brun.

*Matin* est aussi bâtarde, car, à l'image de son premier numéraire, elle fait feu de tout bois. La revue est hybride, entre récits à la première personne, extraits de publications universitaires et recettes de cuisine ; textes, portfolios et podcasts. La présentation du projet ne s'en cache pas : « C'est une manière de rester fidèles aux valeurs qui nous ont rassemblé-e-s, mais aussi aux positionnements que nous portons, aux identités que nous assumons – variables et multiples. Nous sommes du côté des pensées bâtardes, hybrides et subversives. »

Car *Matin* est un cabot sans collier : non étiquetée, la revue se veut « de critique sociale et de pensée alternative ». Nombre de ses contributeurs signent d'ailleurs d'un malicieuse patronyme *Matin* ou *Mâtine* – ou d'un non moins espionne Youri Terretterrine. De fait, on ne sait jamais où le cabot nous emmène, et s'il ne va pas d'un moment à l'autre se retourner pour mordre. Une bucolique promenade avec un élagueur, qui refuse d'élaguer par compassion pour ces arbres que l'on mutile par commodité, se transforme ainsi tout à coup en hécatombe sylvestre, assumée par l'auteur Xavier Deville. Une versatilité rafraîchissante. ♦

MARION DUPONT

## RAPPORT D'ÉTONNEMENT PAR FRÉDÉRIC JOIGNOT

# Le lobby de la malbouffe tue

« Les attaques sont une caricature ! », s'est insurgé Richard Girardot, le président de l'Association nationale des industries alimentaires, le 1<sup>er</sup> octobre, après la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'alimentation industrielle présenté le 26 septembre à l'Assemblée nationale. Il faut dire que ses conclusions sont sévères : s'appuyant sur les nombreuses études qui établissent une corrélation nette entre la consommation régulière d'aliments « transformés et ultra-transformés » et les risques de cancer, de surpoids, d'obésité, de diabète, d'hypertension et de maladies cardio-vasculaires, le président de la commission parle d'une « mauvaise alimentation » qui « rend malade, voire tue ».

La commission d'enquête parlementaire préconise de passer, d'ici à 2025, de 338 à 48 additifs alimentaires (conservateurs, colorants, texturants...), de limiter la teneur en sel, en sucres et en gras des préparations, de surveiller les contaminants des emballages. Elle veut que les productions artisanales puissent afficher un label « fabriqué sur site » et que l'étiquetage Nutri-Score, qui informe les consommateurs sur la qualité nutritionnelle en classant chaque produit en cinq niveaux – A, B, C, D, E, du plus favorable au moins favorable –, soit rendu obligatoire pour tous les emballages des aliments « transformés ».

### « ÉDUCATION ALIMENTAIRE »

Sur le site américain Food Navigator, les industriels de l'alimentation protestent. Ils assurent qu'ils ont déjà fait des efforts significatifs pour baisser les teneurs en sel (de 20 %) et en sucres (de 30 %), et qu'il n'est « pas réaliste » de leur demander de réduire drastiquement les additifs douteux d'ici à 2025. Il leur faudra beaucoup plus de temps « pour adapter [leurs] recettes », se défendent-ils. Quant à l'étiquetage Nutri-Score, beaucoup le dénoncent comme « stigmatisant ».

Le 10 octobre, la nutritionniste américaine Marion Nestle a applaudi le rapport français sur son site Food Politics, se félicitant de sa proposition de rendre obligatoire « l'éducation alimentaire dès l'école maternelle ». Elle ironise : « Il n'est pas étonnant que les entreprises alimentaires françaises soient en colère. L'Assemblée nationale veut les tenir pour responsables. » Depuis trente ans, Marion Nestle est devenue la bête noire de l'industrie agroalimentaire américaine, qu'elle n'a cessé d'interpeller, combattant son lobbying incessant, alors que l'obésité est devenue un problème de santé majeur aux États-Unis. En 2002, elle publiait « Food Politics. Comment l'industrie alimentaire influence la nutrition et la santé » (University of California Press, non traduit). Elle y raconte comment la présentatrice Oprah Winfrey a été attaquée en justice, en 1996, par un groupement d'élèves après avoir invité un militant végétarien. Motif : la remise en cause de la sécurité d'un produit alimentaire périssable en l'absence de preuve scientifique – ce qui lui coûtera 1 million de dollars (865 000 euros) en frais d'avocats. D'après Marion Nestle, le lobby du bœuf voulait envoyer un message fort à la presse : si vous nous critiquez, cela vous coûtera cher. Elle montre comment, dans les années 2000, le Center for Consumer Freedom, financé par des donations provenant de Coca-Cola, Cargill et Wendy's, a fait un lobbying intensif pour dénigrer les campagnes de santé publique pour la régulation de la « junk food » chez les enfants. Dans *Soda Politics* (Oxford University Press, 2015), elle décrit la puissance des producteurs de sodas, leurs milliards de bouteilles et canettes vendus par an, leurs énormes campagnes de publicité et de désinformation méthodique.

En 1950, déjà, Coca-Cola offrait 5 000 dollars au président de la nutrition de la Harvard Medical School pour qu'il rédige dans un magazine célèbre un article présentant « un soda, une glace ou un Coca » comme un en-cas approprié pour un adolescent. En 2012, la stratégie restait la même : la société accordait une subvention de 3 millions de dollars à la ville de Chicago pour qu'elle popularise un message positif sur leurs sodas. Et maintenant, constate Marion Nestle, un enfant américain sur trois est obèse ou en surpoids. Pour elle, si les sodas, à haute teneur en sucres, ne sont pas la « cause » directe de cet état de fait, leur consommation massive par les jeunes est « corrélée ». Dans son nouvel ouvrage, *Unsavory Truth* (Basic Books, non traduit), elle explore la manière dont les industriels présentent désormais leurs aliments comme des sortes de médicaments – des aliments – en s'achetant les faveurs de scientifiques ou de journalistes. C'est ainsi que le chocolat devient un traitement pour le cœur, le yaourt prévient le diabète, la myrtille lutte contre le dysfonctionnement érectile. Nous sommes véritablement « bombardés », selon Marion Nestle, par ces allégations. Il est temps, alerte-t-elle, de donner la priorité à la santé publique. ♦

re

ÉLOI LAURENT  
Il enseigne la social-  
écologie et l'économie  
écologique à l'École  
de management et  
d'innovation de Sciences  
Po et à l'université  
Stanford (Californie).  
Son ouvrage, *L'Impasse  
collaborative*. Pour  
une véritable économie  
de la coopération  
(192 p., 16 euros), vient  
d'être publié aux Liens  
qui libèrent.